

BORDEAUX

La décarbonation, objectif du Grand Port maritime

Propos recueillis par Gaëlle Richard



Ahmed Abzizi vient de succéder à Maud Guillermé à la présidence du conseil de développement du Grand Port Maritime de Bordeaux. GUILLAUME BONNAUD / SO

Ahmed Abzizi vient de prendre la présidence du conseil de développement du port de Bordeaux. Il est par ailleurs coprésident de l'Union maritime et portuaire de Bordeaux. Il fait le point sur les objectifs qui l'attendent

Ahmed Abzizi succède à Maud Guillermé à la présidence du conseil de développement du Grand Port maritime de Bordeaux (GPMB). Directeur général de Docks des pétroles d'Ambès (DPA), il occupe également la fonction de coprésident de l'Union maritime et portuaire de Bordeaux, le syndicat qui réunit les entreprises usagères de la zone industrialo-portuaire.

Quel est votre parcours ?

Je suis né et j'ai grandi au Maroc, à Fès, où mon père était instituteur. J'ai effectué une classe préparatoire au lycée Montaigne à Bordeaux, où je ne conserve pas que de bons souvenirs (rire), avant d'intégrer l'École centrale de Paris. J'ai travaillé pour Total Energie en France, en Europe, en Afrique et en Asie pacifique. Total Energie est actionnaire de DPA, où j'ai pris mes fonctions en octobre 2021. C'est une entreprise pionnière dans le stockage de carburants, la gestion des flux, la sécurité, l'expédition, etc.

Quelle est votre feuille de route en tant que président du conseil de développement du Grand Port maritime de Bordeaux ?

La feuille de route est basée sur deux axes : engager les entreprises portuaires dans la décarbonation et le faire en collaboration avec toutes les parties prenantes territoriales, les collectivités notamment. Le plan stratégique du GPMB est ouvert sur les métiers d'avenir pour revigorer la zone industrialo-portuaire en la connectant aux sujets actuels : transition énergétique et ancrage territorial.

Je souhaite que la transition énergétique soit bénéfique pour le port et pour les entreprises. Notre rôle sera de permettre une situation où chacun pourra s'inscrire dans la décarbonation. Il s'agira, concrètement, de continuer à faire émerger des projets régionaux de manière solidaire avec les collectivités locales. Nous pouvons déjà souligner deux initiatives locales comme Inno Garonne, un centre de ressource innovant à Bassens, et Zibac [zone industrielle bas carbone, NDLR] initiée par le GPMB et qui vise à accompagner les territoires industriels dans leur transformation écologique.

Comment une entreprise de stockage de carburants, comme DPA, peut-elle s'engager dans la décarbo-nation ?

DPA a su épouser très tôt les évolutions de la demande vers les biocarburants. Au contraire, nous sommes bien placés car nous travaillons depuis longtemps sur ce sujet. Nous avons fait évoluer les produits, les process, fait émerger les projets.

Maintenant, il va falloir davantage partager notre expérience et s'entraider afin d'avancer plus vite et en prenant en compte les intérêts de tous, notamment les mobilités douces sur la zone industrialo-portuaire.

Comment concilier les intérêts des entreprises de la zone et celles du port de Bordeaux ?

Les intérêts des entreprises et ceux du port de Bordeaux sont liés car complémentaires. Nous vivons dans un écosystème, donc nous avons tous intérêt à travailler de concert. De plus, nos activités sont confrontées aux mêmes évolutions économiques et sociétales et nous avons tous comme objectifs de faire évoluer l'industrie qui nous fait vivre vers un modèle qui respecte davantage la planète sur laquelle nous vivons, nous, nos familles, nos entreprises.